



Fédération de l'Essonne  
du Parti Socialiste

Le 17 décembre 2009.

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Nos communes ont besoin de la police de proximité

J'apprends à l'instant l'arrêt du déploiement des nouvelles unités territoriales de quartier (UTEQ).

Ces unités voulues par Nicolas Sarkozy, Président de la République en 2008 pour réparer la faute de **Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur en 2002 qui avait supprimé la police de proximité**, étaient la seule vraie bonne nouvelle en matière de sécurité depuis deux ans et demi.

La police de proximité est une des solutions pour faire baisser concrètement la délinquance. Le Ministre de l'Intérieur, Hortefeux, avait lui-même reconnu son efficacité. Il ne peut aujourd'hui se cacher derrière la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) pour justifier ce nouveau renoncement.

Alors même que des drames émaillent l'actualité de ces derniers jours et que la détention et l'utilisation d'armes à feu progressent, **le gouvernement n'a tout simplement pas le droit d'abandonner davantage les habitants des quartiers les plus exposés à la violence et à la délinquance.**

L'idée même de rendre ces unités « déplaçables » est en totale contradiction avec l'accomplissement de leurs missions qui suppose une connaissance solide du terrain et un contact permanent avec la population. **Cela revient ni plus ni moins à supprimer donc, une nouvelle fois, la police de proximité.**

Outre l'inconstance des choix de la droite depuis 2002, on ne peut que s'inquiéter pour les habitants des 35 communes qui avaient bénéficié de ce dispositif, dont Corbeil-Essonnes.

Monsieur Hortefeux doit revenir au plus vite sur cette décision. La rationalisation de l'organisation de l'Etat ne peut se faire au détriment de la sécurité de nos concitoyens les plus fragiles.

**Carlos Da Silva**

Conseiller général de Corbeil-Essonnes

Premier secrétaire fédéral

Contact : 06 87 32 42 50